

Coupes dans les trésoreries

Conséquence des nouvelles suppressions de postes prévues dans les services des finances publiques en Alsace, plusieurs trésoreries fermeront le 1^{er} janvier prochain. Solidaires appelle les agents à se mobiliser le 23 novembre contre ces réductions de moyens.

L'information devrait être confirmée lors de la réunion du Comité technique de réseau, le 23 novembre. La direction régionale des finances publiques (DRFIP) « supprimera, pour 2018, 31 postes dans le Bas-Rhin et 10 dans le Haut-Rhin », déplore Christine Helstroffer, secrétaire départementale du syndicat Solidaires Finances publiques du Bas-Rhin.

Certes, reconnaît-elle, ces chiffres ne sont pas spectaculaires. En revanche, ils sont lourds de

« conséquences pour le service public de proximité ». « Le problème, explique-t-elle, c'est que c'est tous les ans comme ça » depuis plus de dix ans. Ces suppressions de postes récurrentes contraignent l'administration à réduire chaque année un peu plus sa présence sur le terrain.

Fermures à Woerth et Drulingen

Ce sera le cas à nouveau en 2018. « Les trésoreries de Drulingen et de Woerth fermeront le 1^{er} janvier prochain », annonce la représentante syndicale. Celle de La Petite-Pierre disparaîtra le 1^{er} janvier 2019. « Elle a obtenu un sursis d'un an », constate-t-elle.

Ces trois sites ne sont pas les seuls à être concernés. La DRFIP a décidé de spécialiser certaines de ses implantations, notamment dans la gestion du service public. Résultat : le 1^{er} janvier prochain, « l'impôt va sortir tota-

lement des trésoreries de Barr, Bischwiller, Hochfelden, Niederbronn-les-Bains, Schirmeck, Seltz-

Lauterbourg, Soultz-sous-Forêts et Villé », regrette M^{me} Helstroffer. Il ne sera donc plus possible d'y obtenir de l'aide pour remplir sa feuille d'impôt. « Un usager qui habite à Saâles devra aller à Molsheim pour se renseigner », regrette-t-elle. Autres changements attendus : la disparition des possibilités de paiement en numéraire dans les trésoreries de Truchtersheim et Drulingen, et le regroupement à Strasbourg des missions d'enregistrement jusqu'alors également implantées à Haguenau et Sélestat.

Toutes ces mesures qui contribuent, selon la représentante syndicale, à fragiliser les sites concernés « auront des conséquences pour les usagers, et en particulier pour les plus fragiles qui n'ont pas forcément la possi-

bilité de se débrouiller seuls ». Une situation « difficile à vivre pour les collègues » qui « éprouvent des difficultés à exercer leur mission - « faire rentrer l'argent et contrôler son utilisation » - et ont le sentiment que leur travail « perd de son sens ». « Tout cela, estime Christine Helstroffer, est la conséquence d'une vision comptable du service public » que Solidaires dénoncera le 23 novembre, lors d'un rassemblement national devant le ministère des Finances. Une action que le syndicat majoritaire dans la fonction publique appelle les agents à relayer sur le terrain en suivant son appel à la grève pour obtenir « l'arrêt des suppressions d'emploi », et que leurs « missions de service public soient appréhendées en termes d'utilité sociale et non plus uniquement en termes de coût ». ■

O.W.

DNA 21/11/2017